

La fondation maintient son cap

SANTÉ La clinique Luro, à Ispoure, va perdre son service de chirurgie ambulatoire. Le conseil d'administration répond aux maires indignés

Un collectif de 21 maires estime que la suppression du service de chirurgie ambulatoire de la fondation Luro, basée à Ispoure, « va entraîner quatre déplacements pour chaque intervention sur Bayonne ou Saint-Palais » (notre édition du 29 mai). Elle représente pour eux « une difficulté supplémentaire, en particulier pour les populations les plus fragiles et les plus éloignées ». « Ne risque-t-on pas de fragiliser l'avenir médical de la fondation, donc du territoire, en se privant des compétences et des spécialistes qui, à terme, ne se déplaceront plus à Ispoure ? », ajoutent les élus contestataires.

Dans une « lettre ouverte à la population et aux élus », la Fondation a donc décidé d'opérer une mise au point, suite à son conseil d'administration de mardi soir. Elle commence par rappeler son projet : la réalisation en cours de travaux de modernisation, pour « garantir l'avenir de la clinique », la consolidation du service de médecine (14 lits) avec un médecin à temps plein depuis février, le renforcement des soins de réadaptation (30 lits), la diversification des activités



Luro veut travailler avec ses partenaires. PH. ARCHIVES P. CRUSSON

de consultation externes, l'intensification des partenariats... Et l'abandon de l'unique place de chirurgie ambulatoire.

« Pas en capacité »

Ce dernier point avait donc soulevé l'ire des 21 maires. Or la colère de ces derniers n'a donc pas convaincu la fondation, qui réclame un travail « constructif » et se sent lâchée par les édiles. La campagne électorale a-t-elle influencé les débats ? Le conseil d'administration n'entre pas dans ce débat, se contentant d'évoquer sa « réalité ». « Nous ne sommes plus en capacité d'assumer cette activité de chirurgie ambulatoire pour des raisons multiples, à la fois financières, techniques et humaines », écrit le conseil d'administration. « Depuis deux ans, plu-

sieurs rencontres ont eu lieu avec l'élu, mais aussi avec l'ARS (Agence régionale de santé, NDLR) et nos partenaires. Nous avons pu présenter nos difficultés et insister sur notre impossibilité de trouver seuls des solutions. »

Le conseil d'administration fait également état de « propositions qui n'ont pas trouvé d'écho », assurant avoir éprouvé en vain toutes les pistes pour trouver une solution. Aussi, le projet global est à ses yeux l'aspect le plus important, en lien avec les autres établissements de santé du Pays basque. Il sera en partie financé par l'intercommunalité et des communes, pour une livraison des travaux en 2018.

À terme, l'offre de service sera améliorée, avec 45 lits d'hospitalisation de médecine et de réadaptation - moyen séjour, « qui éviteront 15 000 déplacements chaque année avec des patients proches de leur entourage ». L'emploi s'en trouvera également renforcé d'après le conseil d'administration, avec la création d'une dizaine d'emplois qualifiés. Voilà pourquoi les responsables de Luro invitent - notamment - les maires contestataires à « faire confiance à l'établissement dans ses choix pour l'avenir ».

Pour l'heure, le bras de fer continue. Demain, à 15 heures, une manifestation orchestrée par les élus se déroulera devant le Brico Marché d'Ispoure. **Thomas Villepreux et Patrice Crusson**